

## Pénurie d'eau liée à la sécheresse

Les périodes de sécheresse prolongées qui entraînent une pénurie d'eau peuvent déboucher sur une interdiction d'arroser les jardins dans certaines localités. Qui doit prendre en charge les coûts résultant de l'achat et du transport d'eau industrielle ? Et qui assume la responsabilité des dégâts sur les plantations dus au manque d'eau ?

### 1. Pendant la phase de construction

Les plantes fraîchement mises en terre sur le chantier doivent impérativement être arrosées, malgré l'interdiction décidée par les autorités. Il est donc nécessaire d'informer le maître d'ouvrage au moyen d'un **avertissement** stipulant que l'absence d'arrosage peut causer des **dégâts** aux plantes et que l'approvisionnement en eau industrielle entraînera des **frais supplémentaires**.

Le maître d'ouvrage a plusieurs solutions :

- Demande auprès des autorités publiques (commune, canton) pour le prélèvement dans les eaux publiques de la région
- Demande auprès des autorités publiques (commune, canton) pour l'obtention d'une autorisation spéciale que reçoivent également les producteurs de légumes
- Transport d'eau au moyen d'un camion-citerne depuis les régions qui ne sont pas concernées par l'interdiction d'irriguer

### 2. Après la remise de l'ouvrage

Au plus tard lors de la réception, le maître d'ouvrage doit être informé des **mesures d'entretien nécessaires**. Signalez-lui que les plantations récentes ont besoin d'une période de végétation pour s'enraciner et qu'elles doivent donc être arrosées suffisamment.

### 3. Responsabilité pour les défauts

Selon le Code des obligations suisse (CO), le délai de garantie de cinq ans s'applique également aux végétaux intégrés dans un jardin, lorsqu'ils sont plantés en pleine terre. Toutefois, **l'acheteur doit prouver** qu'un défaut existait déjà au moment de la livraison ou de l'achat et doit informer l'entrepreneur du défaut immédiatement après sa découverte.

Si le dommage est causé par le fait que le propriétaire n'a pas suffisamment arrosé les plantes après la réception des travaux, l'entrepreneur ne peut en principe pas être tenu pour responsable, sauf s'il n'a pas donné d'instructions à ce sujet ou s'il l'a fait de manière inadéquate.

Lorsqu'aucun mandat d'entretien n'est confié à l'entrepreneur après l'achèvement des plantations, celui-ci n'assume aucune responsabilité pour les défauts survenant après la réception. S'il a été chargé de l'entretien des plantations, il doit veiller à un arrosage adapté aux besoins des plantes.

Dans le cas où les normes **SIA 118 et 118/318 ont été mentionnées dans le contrat** comme faisant partie de celui-ci, c'est à l'entrepreneur que revient la charge d'apporter la preuve que le défaut n'est pas dû à son travail ou à la chose vendue, pendant les deux premières années suivant réception des travaux.